



Venir en aide aux victimes de catastrophes



Préserver la vie marine

Le rêve impossible?

Un monde meilleur pour tous



Prier pour la pluie



Les populations les plus vulnérables du monde



Fournir une eau salubre



Protéger les terres agricoles du Malawi



Reconstruire le port de Juba, au Sud-Soudan



Menace sur les stocks halieutiques



Protéger les mangroves de la planète



Stimuler la production rizicole en Afghanistan

WFP / PETER SMERDON

WFP / SVEN TORENN

Rio : 20 ans plus tard

AL'ÉPOQUE, CE PROJET DE PRÈS DE DIX ans a été salué comme « l'une des plus grandes réussites agronomiques du 20^e siècle » en parvenant à transformer ce que les premiers colons portugais ont nommé « campos cerrados » ou « savanes fermées » en un vaste grenier agricole.

Aujourd'hui, cette étendue de savane tropicale brésilienne, plus de cinq fois la superficie du territoire japonais, produit de grandes quantités de soja, de maïs, de café, de riz, de manioc, de sucre et d'autres cultures. Norman E. Borlaug, le « père » de la Révolution verte, reconnu pour avoir sauvé la vie de centaines de millions de pauvres au siècle dernier, estimait que ce projet des années 1970 « avait transformé des terres désolées en l'une des zones agricoles les plus productives du monde. »

Le Japon a apporté une coopération technique et financière vitale aux Brésiliens, et les deux pays ont au-

jourd'hui joint leurs forces pour accomplir un autre « miracle agricole », cette fois au Mozambique, dans le sud de l'Afrique. Ce pays est l'un des plus pauvres du monde, mais il a le potentiel pour suivre l'exemple brésilien et devenir une corne d'abondance agricole dans une région où des millions de personnes se couchent affamées chaque soir.

Les deux projets, le dernier en date et son aîné, constituent des exemples majeurs de ce que la communauté internationale appelle, dans le jargon officiel, le « développement durable », un mouvement mondial pour aider non seulement les pays pauvres, mais également les pays riches, à améliorer les conditions de vie économiques et sociales de leur population tout en préservant et en protégeant les ressources naturelles de la planète — ses terres, ses rivières, son environnement et ses écosystèmes.

Cette collaboration en particulier répond à d'autres attentes clés en s'imposant, selon les scientifiques et les experts, comme le meilleur moyen de sauver la planète et ses ressources.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le Japon était lui-même récipiendaire de l'aide internationale. Dans les années 1990, il est devenu le plus grand donateur mondial pour le développement.

Aujourd'hui, de nouveaux donateurs comme le Brésil et d'autres nations, notamment la Chine et l'Inde, émergent sur la scène internationale et Akihiko Tanaka, le président récemment nommé de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), a déclaré dans une interview (voir page 8-9) qu'ils allaient jouer un rôle clé et qu'une collaboration plus étroite de sa propre agence était fondamentale car « sans eux, nous serons incapables de parvenir à une croissance économique et sociale durable dans le monde. »

Le projet au Mozambique s'inscrit à la fois dans la coopération Sud-Sud, une forme de partenariat direct entre deux pays émergents, et dans la coopération triangulaire entre un donateur traditionnel, comme le Japon,

un pays émergent et un pays en développement.

Au commencement

IL Y A 20 ANS, ALORS QUE LE MONDE COMMENÇAIT à prendre conscience que la planète était en crise et que des initiatives internationales, plutôt que des efforts nationaux et isolés, étaient nécessaires pour relever le défi, l'ONU organisait le premier sommet de la Terre à Rio de Janeiro, au Brésil, avec l'objectif de « faire du développement durable la première priorité de l'agenda de l'ONU et de la communauté internationale. »

Durant les deux décennies qui ont suivi, de nombreuses réunions se sont tenues à tous les niveaux, des résolutions ont été votées, des accords individuels et collectifs ont été passés, et des projets ont été lancés.

En juin, la quasi-totalité des pays du monde et toutes les personnes concernées par le développement — des milliers de diplomates, des responsables gouvernementaux, des experts, des organisations non gouvernementales, des bailleurs de fonds, des acteurs de la société civile, des partisans et des opposants — se réuniront de nouveau dans la ville côtière, à l'occasion de la conférence baptisée Rio + 20.

La réunion a plusieurs objectifs : assurer le renouvellement de l'engagement politique pour un développement durable au niveau mondial, évaluer les progrès ou com-

(Suite à la page 6)

Une énergie propre pour le futur ?

C'est un paysage extraordinaire. Girafes et zèbres parcourent les collines sillonnées par un maillage de larges pipelines beiges. Des nuages d'une vapeur chaude et blanche s'échappent du sol près de rangées de serres abritant des roses et d'autres fleurs qui seront vendues en Europe dans quelques jours.

Cyrus W. Karingithi, ingénieur à la Kenya Electricity Generation Company, qualifie ce lieu étrange de « mine d'or exceptionnelle du Kenya ». Ce n'est pas exactement une mine d'or, mais ces 300 km² situés dans la vallée du Grand Rift est-africain, sont probablement tout aussi précieux.

Le champ d'Olkaria, actuellement le premier et le plus grand site géothermique d'Afrique, fournit 12 % de ses besoins énergétiques au Kenya. Mais un prêt de



L'inépuisable « mine d'or » du Kenya

323 millions USD de la JICA lui assure un développement rapide et, dans six ans, il fournira 49 % de son énergie à ce pays dépourvu de ressources.

Le programme géothermique, le plus grand projet au Kenya de la JICA, constitue un dispositif presque parfait de développement « durable ».

Quelque 160 forages pompent la vapeur d'eau chaude à 3 000 m de profondeur jusqu'à la surface. La vapeur est canalisée vers des cen-

trales électriques puis transformée en électricité injectée dans le réseau. Le surplus d'eau est ensuite redirigé sous terre pour alimenter les lacs souterrains bouillonnants et constituer ainsi un réservoir potentiellement inépuisable d'énergie.

L'énergie géothermique a un coût de production moins élevé que la plupart des autres énergies tout en respectant l'environnement. Dès le début de la phase de développement du champ, les



La plus grande ferme éolienne d'Afrique

zones environnantes ont été déclarées parc national pour protéger l'environnement, encourager le tourisme et même soutenir les plantations de fleurs dont le Kenya est devenu un exportateur majeur.

D'autres sites sont explorés, non seulement au Kenya, mais également dans d'autres pays pauvres en ressources situés le long de la vallée du Grand Rift, qui s'étend du sud de l'Afrique jusqu'à la péninsule arabique.

L'utilisation d'une énergie propre et peu onéreuse est la clé des efforts internationaux pour parvenir à un développement du-

table, et la JICA encourage activement ce type de projets partout dans le monde.

L'Agence apporte un soutien important et de longue date à l'Indonésie pour développer et exploiter quelques-unes des plus grandes



Exploitation des ressources géothermiques en Indonésie

réserves géothermiques du monde.

L'énergie éolienne est exploitée en Égypte, où la JICA et d'autres organisations internationales ont créé la plus grande ferme éolienne d'Afrique.

Ces gigantesques projets de plusieurs millions de dollars sont complétés par des projets à petite échelle et des initiatives adaptées aux besoins des communautés, telles que la mise en place de systèmes solaires pour fournir de l'électricité et de l'éclairage à des villages isolés, la construction de fourneaux à bois améliorés respectueux de l'environnement et la protection des forêts en danger.

Une énergie propre et peu onéreuse est la clé des efforts internationaux pour parvenir à un développement durable.

Le rêve impossible ?

Un monde meilleur pour tous

(Suite de la page 5)

prendre les échecs des deux décennies précédentes et répondre aux défis nouveaux émergents.

Concrètement, il s'agit de promouvoir l'« économie verte » dans le cadre du développement durable, poursuivre la lutte pour éradiquer la pauvreté à grande échelle et établir un cadre international solide afin d'assurer une réponse dynamique et efficace au niveau mondial.

« Je ne me fais aucune illusion sur les conférences internationales », a récemment déclaré dans une interview le président de la JICA, M. Tanaka. « Le monde est rempli d'États souverains jaloux les uns des autres, mais ces réunions sont tout de même très importantes. Rio donne à la JICA une chance d'évaluer notre contribution à la durabilité mondiale et de participer à la formulation des mesures et des approches que les dirigeants mondiaux pourront utiliser pour aller de l'avant. »

Le monde doit faire face à une multitude de défis redoutables — une population mondiale en plein essor, des crises alimentaires, hydriques et énergétiques, des dizaines de conflits, une pauvreté massive dans certaines régions, les inégalités économiques, sociales et entre les sexes, la dégradation de l'environnement et le changement climatique.

Une explosion démographique

AU PREMIER SOMMET DE RIO, EN 1992, LES NATIONS unies estimaient la population mondiale à 5,48 milliards d'individus. En 2030, elle devrait passer à 8,2 milliards.

Bien que les pauvres dépensent 70 % de leurs revenus disponibles pour se nourrir, un milliard de personnes se couchent affamées chaque soir. La malnutrition provoque chaque année la mort de 5 millions d'enfants de moins de cinq ans, majoritairement dans le sud de l'Afrique.

Les pays en développement sont les premiers touchés par les catastrophes liées au climat, telles que les inondations, les sécheresses et les séismes, 98 % des 262 millions de victimes annuelles vivent dans les pays les plus pauvres.

L'environnement et la biodiversité sont menacés partout. Plus de 50 % des ressources halieutiques marines mondiales sont déjà pleinement exploitées. Les pertes forestières se chiffrent à près de 5,2 millions d'hectares par an et 75 % de la diversité génétique des cultures a été perdue depuis 1900.

Le manque d'éducation et l'inégalité entre les sexes sont des obstacles majeurs aux progrès durables. Les femmes, par exemple, contribuent pour plus de la moitié à la production alimentaire mondiale, mais elles ne possèdent que 2 % des terres. L'autonomisation des femmes pourrait augmenter la productivité agricole de 20 à 30 % et, au final, sortir de la famine de 100 à 150 millions de personnes, selon l'ONU.

Le Japon et la JICA, acteur majeur de son aide au développement, ont adapté leurs politiques et leurs projets au fil des années pour répondre à ces défis. En 1989, le gouvernement a annoncé, pour la première fois, une nouvelle politique environnementale d'aide publique au développement (APD) et la JICA a ouvert une division dédiée à l'environnement, à son siège de Tokyo.

La Charte de l'APD a été révisée en 2003 pour faire de la « croissance durable » un enjeu prioritaire. Par ailleurs,

en 2008, le gouvernement a annoncé la mise en place d'un partenariat « Cool Earth » pour lutter contre le réchauffement climatique au niveau mondial et la JICA a créé le bureau du Changement climatique.

Le modèle japonais

POUR ALLER PLUS LOIN, LE JAPON A PROPOSÉ D'ÉLABORER une nouvelle stratégie internationale ayant pour objectif global d'instaurer une économie verte au niveau mondial et il a mis en lumière neuf domaines à prendre particulièrement en considération :

La protection de la biodiversité mondiale ; la réduction du risque de catastrophes dans les pays en développement, notamment par l'application des leçons tirées du séisme de mars 2011 qui a dévasté le nord du Japon ; la promotion de sources d'énergies propres et renouvelables ; l'amélioration de la sécurité hydrique et alimentaire ; le développement d'un modèle de « ville du futur » ; le renforcement de l'éducation ; l'utilisation optimale des innovations technologiques vertes et le renforcement du Réseau mondial de systèmes d'observation de la Terre (GEOS).

La JICA est déjà active dans tous ces domaines et la majorité de ses projets mettent l'accent sur le développement « durable ».

Afin de renforcer la sécurité alimentaire des populations les plus menacées du monde, parallèlement au projet de coopération triangulaire Mozambique-Brazil-JICA, le programme alimentaire le plus ambitieux de l'Agence en Afrique aide les pays de ce continent à doubler leur production rizicole d'ici 2018, pour atteindre 28 millions de tonnes par an (voir page 10).

L'ancienne Mésopotamie, aujourd'hui l'Irak, a été le berceau de l'agriculture moderne et la JICA contribue à redynamiser ce secteur ainsi que l'industrie pétrolière nationale. Un appui financier et des experts aident des pays aussi éloignés que l'Afghanistan, le Timor-Est, la Palestine et d'autres pays des Amériques, à renforcer leur agriculture.

De nombreux pays en développement dépendent de la pêche pour l'essentiel de leur alimentation de base, et sur les côtes africaines, comme à l'intérieur du continent, en Amérique latine et en Asie, la JICA soutient et renforce les industries et les communautés locales de pêcheurs.

Au Kenya, le développement d'un champ géothermique, grâce à un prêt de 323 millions USD, permettra de satisfaire près de la moitié des besoins énergétiques du pays en moins de six ans. L'Agence a également apporté son aide à l'Indonésie, qui a le deuxième potentiel géothermique du monde (voir page 4).

En Égypte, sur les côtes de la mer Rouge, la JICA a participé à la construction de la plus grande ferme éolienne du continent et, individuellement, elle a également contribué à l'installation de panneaux solaires dans des villages africains isolés.

L'Égypte, peut-être plus que tout autre pays, dépend d'une seule source pour son approvisionnement en eau et pour sa survie, le Nil. Depuis des années, la JICA s'efforce d'améliorer l'exploitation de cette ressource précieuse, mais limitée, en réhabilitant les grands barrages ou en aidant les organisations d'agriculteurs à irriguer leurs champs de manière plus efficace.

Dans les régions arides du Myanmar et les étendues désertiques du Soudan, des puits et des trous de forage ont été creusés. Des centaines de millions de personnes,

(Suite à la page 14)

DE L'AMAZONIE À L'HIMALAYA

La science à la rescousse



Le bassin du fleuve Amazone est l'un des écosystèmes les plus importants du monde. La région s'étend sur plus de 6 millions de km² et sur 9 pays, elle abrite près de 50 % des forêts tropicales, de la flore et de la faune ainsi que les 2/3 des réserves d'eau douce de la planète.

Plus important encore, l'Amazonie joue le rôle de gigantesque poumon du monde, en absorbant de vastes quantités de dioxyde de carbone, en le stockant et en le recyclant pour produire 20 % des besoins de la planète en oxygène. Sans l'Amazonie, le monde serait au bord de l'asphyxie.

Cependant, les scientifiques ignorent encore comment il fonctionne réellement.

Un projet de 4 millions USD sur quatre ans, lancé conjointement par la JICA et l'Institut national de recherche de l'Amazonie (INPA) du Brésil en 2010, s'attelle à des questions non résolues, telles que la quantité de carbone contenue dans l'écosystème.

Ce projet, le plus complet en son genre jamais entrepris en Amazonie, utilise à la fois les technologies les plus modernes — satellites, radars, instruments aériens et ima-

gerie laser — et la simple « puissance des jambes » pour suivre l'évolution de la vie de la forêt.

Des observateurs locaux ont établi plus de 1 500 points de surveillance à travers l'Amazonie où ils répertorient le nombre d'arbres, leurs dimensions et la quantité de carbone qu'ils contiennent.

L'ensemble des informations récoltées fournira une vue d'ensemble de la quantité de carbone contenue dans le bassin et de la quantité de CO₂ qui, n'étant pas rejetée dans l'atmosphère, permet de ralentir le changement climatique et les dégradations environnementales.

À partir des données obtenues, responsables politiques et scientifiques seront en mesure de répondre plus efficacement aux défis du changement climatique et de la préservation de la biodiversité.

Dans le cadre d'un autre projet scientifique, le satellite japonais ALOS Daichi a aidé les autorités fédérales brésiliennes à réduire la destruction de la forêt amazonienne, qui perd un million d'hectares chaque année principalement à cause des activités humaines, en transmettant au sol des images des régions menacées, même durant la saison des pluies lorsqu'un épais manteau nuageux couvre la forêt.

Cette surveillance satellite permet de mesurer le changement climatique, la production agricole, la propagation de maladies et même le développement d'infrastructures comme les routes.

De la cordillère des Andes jusqu'aux montagnes de l'Himalaya, la JICA coopère avec les experts locaux pour suivre les mouvements des glaciers qui ont de sérieuses conséquences sur le changement climatique et sur l'avenir des communautés locales.

Non loin de la pointe méridionale de l'Amérique du Sud, des experts locaux et japonais surveillent depuis des années le « trou de la couche d'ozone » — une déchirure dans la couche protectrice de la terre. Sans filtre d'ozone, la Terre subit le bombardement de rayons UV nocifs qui peuvent provoquer des cancers de la peau, des maladies des yeux, altérer le système immunitaire des personnes exposées et perturber l'équilibre d'écosystèmes entiers.

Le nouveau président de la JICA, Akihiko Tanaka, a déclaré vouloir encourager le renforcement de la coopération scientifique entre le Japon et les pays en développement afin de rechercher des solutions aux problèmes actuels.



Le président de la JICA entend encourager le renforcement de la coopération scientifique entre le Japon et les pays en développement.



Rechercher des idées neuves et innovantes

Pour sa première interview officielle, le nouveau président de la JICA, Akihiko Tanaka, évoque les défis auxquels l'organisation devra faire face, notamment la nécessité d'adopter une approche intellectuelle et scientifique plus rigoureuse des problèmes de développement.

La transition entre le milieu universitaire et la présidence de l'agence de développement japonaise a-t-elle été difficile ?

D'un point de vue personnel, la transition s'est bien passée. J'ai travaillé de nombreuses années dans le domaine des affaires internationales et, à l'issue de la guerre froide, j'ai écrit plusieurs ouvrages sur les tendances générales de la mondialisation, le déclin relatif des États souverains et le pouvoir croissant des autres acteurs ; les problèmes de certains pays à revenu intermédiaire, notamment la montée du nationalisme ; et le statut d'États dits fragiles qui subissent ou qui sont engagés dans un conflit. Ce sont autant de problèmes auxquels la JICA est confrontée quotidiennement dans sa mission en faveur du développement. Le plus dur étant de trouver les solutions.

Pouvez-vous fournir quelques exemples de théories qui se traduisent par des solutions pratiques ?

L'Afghanistan et le Sud-Soudan font partie des « États fragiles » que j'ai mentionnés. La JICA contribue à la fondation d'institutions plus fortes pour les aider à sortir du piège de la guerre civile, de la pauvreté et d'une gouvernance instable. Les pays à revenu intermédiaire aussi sont pris au piège de poches de pauvreté persistantes et de disparités économiques et sociales croissantes entre différents segments de la société. Le rôle de la JICA est de soutenir l'établissement d'institutions durables, non seulement dans les domaines traditionnels comme la santé et l'éducation, mais aussi pour l'écologie et l'environnement.

La JICA est déjà active dans de nombreux pays et domaines. Comment comptez-vous faire évoluer son programme global ?

J'aimerais encourager mes collaborateurs à développer des approches neuves et innovantes basées sur les lignes directrices générales établies par mon prédécesseur, Madame Ogata, notamment le concept de « développement dynamique et inclusif » et l'accent mis sur la « sécurité humaine ». Cela signifie non seulement de soutenir la sécurité au niveau de l'État, qui est très importante, mais aussi de renforcer les droits et la participation accrue des communautés et des individus à la construction de leur propre avenir.

Quelles sont vos priorités immédiates ?

En tant qu'universitaire, j'ai peut-être tendance à être toujours le nez dans les livres. Il faut que je rectifie cela, que je me confronte aux réalités du terrain de l'aide au développement et que je vérifie si mes hypothèses correspondent à la réalité. Je dois procéder à une vérification du réel.

Est-ce que la JICA va connaître un changement d'orientation majeur ou une nouvelle priorité ?

Notre vision actuelle d'un « développement dynamique et inclusif » est juste et il n'est pas nécessaire d'en changer. Ce que j'aimerais apporter à cette base, c'est une manière d'organiser les idées novatrices, de développer l'utilisation de la science et de faire fructifier l'expérience que nous avons accumulée.

Quel a été l'impact de la réorganisation majeure de la JICA en 2008, lorsqu'elle a intégré une partie de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) ?

Pour la première fois, la JICA a pu proposer une coopération technique, des dons et des prêts concessionnels. Auparavant, vu de l'extérieur, ces trois instruments avaient tendance à fonctionner de manière indépendante sans souci de l'efficacité globale. Le défi consiste maintenant à intégrer ces différentes approches pour créer des instruments innovants et trouver la combinaison idéale des différents types d'aide.

Vous avez déjà mentionné publiquement la nécessité d'établir de nouveaux cadres intellectuels. Que cela signifie-t-il exactement ?

La JICA a accumulé plusieurs décennies d'expérience aussi bien sur le terrain que d'un point de vue administratif ou intellectuel. Nous devons exploiter cette vaste « banque de connaissances » pour créer des « cadres intellectuels » à différents niveaux : pour guider les équipes de la JICA dans leur travail et influencer sur les débats sur le développement au niveau mondial. La JICA ne peut pas tout faire seule et elle ne dominera pas ces discussions, mais nous devons être très actifs auprès des partenaires traditionnels comme la Banque mondiale. Ce que la JICA a fait peut d'ores et déjà être très utile aux pays donateurs émergents que sont la Corée, le Brésil, la Chine, la Thaïlande et l'Inde.

Craignez-vous que le rôle du Japon ou de la JICA soit sous-évalué ou mal compris ?

Nous les Japonais sommes peut-être trop habitués à nous mettre en retrait. Ces dernières années, peu d'études universitaires ont été faites sur l'aide publique au développement (APD) japonaise. J'aimerais encourager les chercheurs du Japon et du monde entier à analyser notre travail plus en profondeur et nous pourrions alors



créer de nouvelles théories basées sur nos expériences passées et sur ce qui a fonctionné ou n'a pas fonctionné.

Vous êtes intéressé par une application accrue de la science aux problèmes de développement ?

C'est un domaine passionnant et extrêmement intéressant à mon sens que celui de la participation des universitaires à diverses disciplines scientifiques. L'hypothèse de travail de base a toujours été que le monde développé dispose de la connaissance scientifique et qu'il suffit de procéder à un transfert de cette connaissance. Je souhaite que les scientifiques du Japon et des pays en développement travaillent en étroite collaboration, qu'ils échangent des idées et développent des programmes appropriés basés sur les connaissances mutuelles. Le partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) lancé par la JICA en 2008 est l'une des approches les plus prometteuses dans ce domaine...

Le budget de l'aide publique au développement japonaise a diminué ces dernières années. Quelle est la situation au début de votre présidence ?

J'espère que les réductions annuelles ont touché le fond. Je crois que l'opinion publique exprimée dans les sondages sur l'aide extérieure s'est plutôt améliorée, en particulier après le séisme du 11 mars 2011 où de nombreux Japonais ont compris que nous ne pouvions pas vivre isolés. Nous devons prendre en considération la situation financière difficile que connaît actuellement le Japon, mais le creux de la vague est atteint et j'espère que le gouvernement va maintenant renflouer le budget.

En dernier ressort, c'est le contribuable japonais qui décide de la future orientation de l'APD. Comment pouvez-vous le convaincre de l'importance de l'aide internationale ?

Nos centres de formation répartis dans le pays vont développer les contacts avec les communautés locales. Chaque année, nous invitons près de 10 000 stagiaires issus de pays en développement à venir au Japon et cela constitue une excellente opportunité de se connaître. Nous avons envoyé plus de 40 000 personnes à l'étranger en tant que volontaires de la JICA. Lorsque ces volontaires reviennent chez eux, ils doivent intervenir dans les écoles et les communautés locales pour faire part de leurs expériences. Par ailleurs, les plus de 65 ans représenteront bientôt un quart de la population de notre pays et ce sont les votants les plus actifs. Si nous ne parvenons pas à les convaincre et à obtenir leur soutien, il sera difficile de persuader nos représentants politiques d'augmenter le budget de l'APD.

Quelle est l'influence de la conférence Rio + 20 sur le développement durable ? Est-ce que des résultats concrets sont attendus ou est-ce un simple forum de discussion ?

En tant que spécialiste des politiques internationales, je ne me fais aucune illusion sur les conférences internationales. Le monde est rempli d'États souverains jaloux les uns des autres, mais ces réunions sont tout de même très importantes. Rio donne à la JICA une chance d'évaluer notre contribution à la durabilité mondiale et de participer à la formulation des mesures et des approches que les dirigeants mondiaux pourront utiliser pour aller de l'avant. La JICA a

connu de nombreux succès, mais honnêtement, nous avons trop tardé à rationaliser nos efforts de manière pertinente au niveau mondial et à contribuer à la création des cadres intellectuels nécessaires à l'avenir.

L'Afrique reste le continent le plus pauvre du monde. La JICA y a significativement augmenté son aide ces dernières années. Cette tendance va-t-elle se poursuivre ?

Je pense que oui, bien que dans l'ensemble, le renforcement de notre aide n'a pas été apprécié à sa juste mesure. Actuellement, nous disposons de ressources limitées, mais nous devons donner plus d'importance aux dons et à la coopération technique, notamment dans les États fragiles. Simultanément, certaines régions se sont développées d'une manière très dynamique, le sud de l'Afrique en particulier, et nous pourrions utiliser plus de prêts concessionnels pour le développement des infrastructures. Nous devons aussi encourager les approches régionales plutôt que nationales et isolées, lorsque cela est possible.

La Chine a augmenté de manière très visible ses activités en Afrique. Est-ce une opportunité ou un défi pour la JICA ?

À franchement parler, c'est une opportunité. La Chine est encore dans un processus d'apprentissage. Les besoins de l'Afrique dépassent les capacités d'un seul pays, même d'un groupe de pays. Plus il y a de donateurs, mieux c'est.

Pensez-vous que la JICA puisse travailler directement avec la Chine en Afrique ou dans d'autres régions du monde ?

Oui, j'espère que cela sera le cas. Sous la présidence de Mme Ogata, nos équipes ont déjà établi quelques contacts avec les Chinois en Afrique. J'aimerais y développer les échanges lorsque les occasions se présenteront. Les agences d'aide chinoises ont déjà connu plusieurs épisodes qui pourraient se révéler bons ou mauvais pour la réputation de la Chine. Et honnêtement, le Japon a lui aussi connu de bonnes et de mauvaises expériences. Ces questions font partie des sujets dont nous pouvons discuter ouvertement aussi bien avec les Chinois qu'avec d'autres donateurs émergents.

Quel sera le futur rôle de la Chine, mais également des autres pays donateurs émergents comme le Brésil, l'Inde ou la Thaïlande ?

Non seulement ces pays auront un rôle clé, mais sans eux, nous serons incapables de parvenir à une croissance économique et sociale durable dans le monde. Il y aura sans doute des problèmes de coordination, mais nous devons sans aucun doute travailler en étroite collaboration avec ces pays.

Êtes-vous optimiste et que considérez-vous être comme un succès à la fin de votre mandat de trois ans et demi ?

Je suis un optimiste prudent. Le succès de mon mandat dépendra de ma capacité à motiver les équipes de la JICA pour atteindre un niveau de performance au moins aussi élevé que le niveau actuel, voire un niveau bien supérieur. Sur le terrain, la plus grande réussite serait de contribuer au développement des pays les moins développés de la région du Mékong, de susciter plus d'efforts collaboratifs conjoints avec les pays africains ; et de contribuer au débat sur le développement en créant des cadres intellectuels.



Afrique : Les ravages de la faim

Près d'un milliard de personnes dans le monde se couchent affamées chaque soir. Cinq millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de causes liées à la malnutrition.

Les populations pauvres du monde dépendent déjà 70 % de leurs revenus pour se nourrir et la

situation risque d'empirer alors que l'explosion démographique mondiale se poursuit. Selon les chiffres de l'ONU, la planète devra accroître sa production alimentaire de 60 à 70 % pour répondre à l'augmentation de la demande.

De nombreux habitants des pays en développement ne bénéficient pas de ce que les responsables de l'aide appellent la « sécurité alimen-

Cet objectif sera atteint en introduisant de nouvelles variétés de riz, notamment le riz Nerica, ou nouveau riz pour l'Afrique, en rénovant les systèmes d'irrigation, en utilisant de nouvelles technologies et en développant les services de vulgarisation ainsi que la recherche.

Dans le cadre d'un autre projet majeur, la JICA a joint ses forces avec le Brésil et le Mozambique,

Pourquoi des millions de personnes souffrent-elles encore de la faim ?

taire » et les catastrophes, telles que les sécheresses, et les conflits dans la Corne de l'Afrique condamnent des centaines de milliers de personnes à mourir de faim.

En tant que membre de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), la JICA, à travers son projet alimentaire le plus ambitieux en Afrique, doit contribuer à doubler la production rizicole du continent pour atteindre 28 millions de tonnes par an d'ici 2018.

dans le sud de l'Afrique, afin de reproduire le « miracle agricole » brésilien accompli dans les années 1970 et transformer de vastes étendues de savane en l'un des plus vastes greniers du monde. L'obtention de résultats similaires permettrait au Mozambique de devenir une nouvelle corne d'abondance agricole.

Du côté brésilien et avec l'aide japonaise, l'agroforesterie est en plein essor dans certaines régions du bassin du fleuve Amazone.

Une myriade de projets alimentaires de toutes sortes est mise en œuvre dans la plupart des quelque 150 pays où la JICA opère.

Les terres de l'ancienne Mésopotamie ont été le berceau de l'agriculture moderne. Les experts japonais contribuent à réhabiliter le secteur agricole de ce qui est aujourd'hui l'Irak, un pays ravagé par des années d'un conflit récent.

L'Afghanistan est également un pays en situation « post-conflituelle » selon le jargon officiel, et la clé de son rétablissement à long terme réside dans la réhabilitation du secteur agricole et plus particulièrement de la culture du riz.

Sur les terres arides du Myanmar et dans les camps de réfugiés palestiniens, les pauvres, et plus particulièrement les femmes, ont bénéficié

le long des côtes africaines comme au cœur du continent, la JICA s'efforce de stimuler la production halieutique. Sur la côte ouest de l'Amérique latine, au Chili, l'Agence a contribué, en partant de rien, au développement de l'industrie du saumon dont la consommation locale, tout comme les exportations, est en plein essor.



Palestine : Un nouveau parc agro-industriel



Afrique : Doubler la production de riz

En Égypte, les experts de la JICA ont soutenu la création d'organisations d'agriculteurs locaux et leur ont apporté l'expertise nécessaire pour augmenter significativement leur production.

de microprojets alimentaires, tels que la culture de champignons au sein du foyer afin d'augmenter les revenus familiaux.

Dans la vallée du Jourdain, la JICA participe à la construction d'un parc agro-industriel qui devrait non seulement aider les agriculteurs locaux à exporter leurs produits mais également améliorer les relations entre les Israéliens, les Palestiniens et les Jordaniens.

Pour des millions de personnes, le poisson est un aliment de base et,

Cependant, l'accroissement de la production alimentaire n'est qu'une des réponses au problème de la sécurité alimentaire. D'autres projets de la JICA ont été élaborés pour améliorer le stockage de la nourriture dans les zones rurales, augmenter les services de vulgarisation, renforcer les compétences en matière de gestion, d'administration et de commercialisation, moderniser les infrastructures et faciliter l'accès au marché.

Des projets alimentaires sont mis en œuvre dans la plupart des quelque 150 pays où la JICA opère.

De l'eau, partout de l'eau, mais...

L'eau est la ressource naturelle la plus élémentaire et la plus précieuse.

Pourtant, bien qu'il y ait largement assez d'eau disponible pour répondre à la demande mondiale, le manque d'accès à ce précieux liquide met en péril la vie de centaines de millions de personnes.

L'ONU estime que 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à une eau potable salubre, 2,5 milliards ne disposent pas de services d'assainissement de base et que toutes les 20 secondes un enfant meurt de causes liées à ce problème qui tue 1,6 million d'enfants chaque année.

La situation devrait encore empirer dans les années à venir où les deux tiers de la population mon-

diale pourraient souffrir de « stress hydrique » dû au manque d'eau, causant une dégradation du tissu social, des troubles politiques et des conflits, comme aujourd'hui dans la région du Darfour, au Soudan.

Le fait que les Nord-Américains et les Japonais consomment 350 litres d'eau par jour et que près de la moitié de la population mondiale survit avec seulement 10 litres a plusieurs explications : l'explosion



Soudan : Forage d'eau

démographique mondiale, la répartition géographique inégale des ressources hydriques, la pauvreté, les besoins croissants en eau de l'agri-

culture et de l'industrie ainsi que le changement climatique.

Répondre à ce problème est une priorité majeure pour le Japon. Au total, Tokyo a alloué 31,46 milliards usd de prêts concessionnels, 4,56 milliards usd de dons et 2,17 milliards usd de coopération technique à des projets liés à l'eau dans quatre domaines principaux : l'approvisionnement durable en eau salubre, le renforcement de la lutte contre les inondations pour protéger les vies humaines, la conservation des milieux aquatiques et la promotion d'une gestion intégrée des ressources hydriques.

Dans les régions arides du Myanmar, dans les vastes étendues désertiques du nord du Soudan, dans les montagnes des Andes boli-



Jordanie : Adduction d'eau douce

Mali : Protection du delta intérieur du Niger



viennes et encore ailleurs à travers le globe, la JICA a creusé des trous de forage et des puits de surface, construit des installations de stockage et des centres de recherche sur l'eau pour aider certaines des communautés les plus isolées et les plus vulnérables du monde à avoir accès à une eau salubre.

Peut-être plus qu'aucun autre pays, depuis le début de sa longue histoire, l'Égypte dépend d'une unique source pour sa survie : le fleuve du Nil.

La JICA travaille depuis des années sur des projets à grande ou petite échelle dans ce pays du Moyen-Orient pour réhabiliter les grands barrages, mais aussi créer des associations locales d'agriculteurs pour superviser l'utilisation

de l'eau sur des terres parmi les plus intensivement cultivées de la planète.

L'agriculture représente 70 % de la consommation mondiale d'eau douce. En Égypte et dans le monde, notamment au Timor-Est, au Sri Lanka, en Palestine et en Afrique, la réhabilitation ou la construction de systèmes d'irrigation plus efficaces, capables de doubler le rendement des cultures en utilisant moins d'eau, est une priorité majeure.

Alors que la population mondiale se déplace rapidement vers les zones urbaines, la JICA a apporté un appui financier et technique à la modernisation du système d'alimentation en eau au Cambodge, notamment à Phnom Penh, la capitale, elle a contribué à doubler l'approvisionnement en eau de la capitale de la Jordanie, Amman, et a fourni des installations d'eau communautaires à Lusaka, en Zambie.

Le rêve impossible ?
Un monde meilleur pour tous

Partout dans le monde, **des villes sont submergées par une marée humaine.** Kaboul, capitale de l'Afghanistan



LA RUÉE MONDIALE VERS LES VILLES

Il y a un demi-siècle, 85 % de la population africaine vivait dans des communautés rurales.

Le continent a récemment franchi le seuil du milliard d'habitants et, d'ici quelques années, il passera un nouveau cap lorsque les Africains vivront plus nombreux dans des villes et des zones urbaines que dans des fermes.

En 2050, les pays d'Asie de l'Est représenteront environ 50 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre conséquemment à cette « ruée vers les villes ».

Les Nations unies estiment que, dans les 20 prochaines années, 60 % de la population mondiale, qui se dirige vers les 8 milliards, vivra dans des zones urbaines.

Le plus vaste mouvement migratoire de l'histoire humaine affectera tous les aspects de la vie quotidienne : nos modes de production et de consommation alimentaires ; l'exploitation de ressources hydriques en diminution ; l'éducation, la santé, l'emploi, le logement, le changement climatique et l'environnement.

Le Japon a avancé neuf propositions pour parvenir à un développement durable, dont l'une en vue de concevoir un modèle de « ville du futur – un endroit où tout le monde veut vivre. »

Les villes des pays en développement – certaines très anciennes comme Hanoï, la capitale du Vietnam, qui a célébré son 1 000^e anniversaire en 2010, ou Kaboul, la capitale de l'Afghanistan, et d'autres très récentes, comme Juba, la capitale du plus jeune pays du monde, le Sud-Soudan, – manquent d'infrastructures et d'autres installations, ainsi que de personnel pour répon-

dre à ce défi de façon adaptée.

À Hanoï et dans la capitale économique du Vietnam, Ho-Chi-Minh, la JICA a participé à la construction ou à la réhabilitation de grands hôpitaux, construit un tunnel routier sous la rivière Saïgon et financé la construction de routes, de ponts, d'installations aeroportuaires, de centrales énergétiques, ainsi que de stations d'eau et d'épuration.

Des experts japonais travaillent depuis plusieurs années sur un plan d'aménagement d'ensemble de la région métropolitaine de Kaboul, afin d'élaborer un plan de conception d'une ville nouvelle offrant habitat et activités économiques dans les vallées environnantes, faisant ainsi plus que doubler la superficie de la capitale qui atteindra environ 1 000 km².

Pour contrecarrer les scénarios cauchemardesques d'embouteillage et de pollution, l'Agence a contribué au financement de systèmes de métro et de transport en commun rapide de Bangkok jusqu'au Caire en passant par les mégapoles indiennes de Delhi, Bangalore, Kolkata et Chennai.

Il y a seulement quelques années, Juba était quasiment une ville fantôme en proie à une guerre civile qui semblait sans fin. Mais dans ce qui est aujourd'hui l'une des villes à la croissance la plus rapide d'Afrique, la JICA a construit un port



Reconstruire les infrastructures d'Hanoï

fluvial d'une importance vitale sur le Nil, des hôpitaux et des infrastructures de base.

À l'issue d'un autre long conflit sur la côte ouest de l'Afrique, l'Agence a participé à la reconstruction de la principale centrale électrique de Freetown, la capitale de la Sierra Leone.

D'autres projets moins impressionnants, mais tout aussi efficaces, ont permis d'améliorer des systèmes de collecte des ordures, de construire des écoles, des centres de formation professionnelle, des cliniques locales et même des toilettes publiques, ainsi que de former des milliers d'employés administratifs et des experts.

Il y a quelques bonnes nouvelles malgré tout. Bien que les villes soient confrontées à de redoutables défis, l'ONU-Habitat, l'agence des Nations unies chargée de surveiller l'environnement bâti dans le monde, estime que « l'urbanisation est [aussi] allée de pair avec un meilleur épanouissement humain, des revenus en hausse et de meilleures conditions de vie ». Mais pour progresser sur la bonne voie, il sera nécessaire d'élaborer « des politiques publiques bien conçues qui soient à même d'orienter la croissance démographique, » de créer des économies urbaines « et d'assurer une répartition équitable des richesses. »

Comment se débarrasser de vos déchets

C'est l'un des aspects les moins séduisants du progrès – les déchets, les ordures ou, dans le jargon officiel, les « déchets solides ».

Derrière les plages bordées de palmiers de nombreuses îles du Pacifique, que les touristes n'hésitent pas à qualifier de « paradisiaques », s'accumulent des montagnes de déchets en décomposition.

Dans la plus jeune capitale du monde, à Juba au Sud-Soudan, il est pratiquement impossible d'atteindre la seule décharge municipale, car la route pour y accéder est bloquée par les déchets.

Lorsqu'un séisme dévastateur a frappé le nord du Japon en 2011, des maisons entières, des bateaux, des vélos, des réfrigérateurs et d'autres débris flottants ont été charriés vers la mer, emportés vers ce qui est maintenant communément appelé la « plus grande décharge du monde » au nord de l'océan Pacifique, et ils commencent à dériver vers les côtes nord-américaines.

On estime à un milliard le nombre de véhicules dans le monde dont 30 millions sont mis au rebut chaque année.

Il est impossible de quantifier avec précision la quantité de déchets générés chaque année, mais l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) estimait en 2001 que ses pays membres en produisaient 4 milliards de tonnes à eux seuls.

Les déchets génèrent des coûts environnementaux, économiques et sociaux, colossaux. Ils favorisent l'apparition de maladies, empoisonnent les réserves d'eau et des écosystèmes entiers, causent des pollutions massives et entravent le progrès social et industriel.

Les plus affectés sont souvent les plus vulnérables, à savoir les populations des pays en développement, les minorités et les femmes.

Et malgré la prise de conscience croissante qu'une réponse à la « crise des déchets » va de pair avec l'atteinte de progrès globalement durables, ce sont les pays en développement qui ont le moins de ressources financières et humaines pour lutter contre ce problème, souvent ignoré ou peu prioritaire.

Le problème des îles du Pacifique est que la plupart d'entre elles sont si petites qu'elles n'ont simplement pas de place ou de mode d'élimination pour des quantités croissantes de déchets. La JICA a organisé des formations et introduit le concept des 3R – réduire, réutiliser et recycler. Cependant, le recyclage étant souvent impraticable dans ce type d'environnement, l'Agence a concentré son action sur la réduction et la réutilisation.

Le même concept des 3R a été introduit dans plusieurs districts de la capitale vietnamienne, Hanoï, avec des résultats impressionnants en matière de réduction des déchets.

À Juba et dans d'autres villes africaines telles que Nairobi, la capitale du Kenya, la JICA et des experts japonais travaillent avec le gouvernement et les agences locales à la mise en

place de systèmes plus efficaces de gestion des « déchets solides » et de meilleures installations, notamment de nouvelles décharges.

La JICA invite chaque année près de 12 000 ressortissants de pays en développement à participer à diverses formations dans le cadre d'un programme décrit comme le plus important de ce type dans le monde.

Certaines de ces formations traitent de la question de la gestion des déchets. Dans la ville écologique modèle de Kitakyushu, on enseigne aux participants des méthodes de transformation des déchets organiques en compost et en engrais.

Et, dans le cadre d'une autre formation, les stagiaires se familiarisent avec les dernières technologies de recyclage des véhicules grâce auxquelles le Japon a réalisé l'un des programmes les plus efficaces du monde, en atteignant un taux de recyclage de 95 %.



La décharge de Nairobi

Les pays en développement ont le moins de ressources financières et humaines pour lutter contre ce problème.

(Suite de la page 6)

particulièrement dans les zones urbaines à croissance rapide, n'ont pas d'accès régulier à une eau salubre, c'est pourquoi, du Cambodge et du Vietnam jusqu'à la Jordanie et la Bolivie, l'Agence a construit des canalisations, creusé des trous de forage et créé des systèmes d'approvisionnement en eau pour répondre à leurs besoins.

Faire face aux catastrophes

LA JICA, INDÉPENDAMMENT, ET À TRAVERS LE système japonais de secours d'urgence (JDR), vient en aide depuis des années aux pays et populations victimes de catastrophes naturelles en envoyant, dans un premier temps, du matériel d'urgence, puis en offrant une aide pour le suivi.

Ces dix dernières années, l'Agence a mis en œuvre des projets de prévention des catastrophes à hauteur de 41,57 milliards JPY dans 132 pays. Par ailleurs, des projets de dons totalisant 33,3 milliards JPY ont été réalisés dans 23 pays, assurant notamment l'achat de systèmes de radars météorologiques, la construction de centres d'évacuation d'urgence et la réhabilitation d'infrastructures de base telles que les écoles, les hôpitaux et les installations d'approvisionnement en eau. Dans une note particulièrement poignante sur le séisme et le tsunami de 2011 au Japon, l'Agence a déclaré qu'elle redoublera d'efforts en appliquant les « leçons tirées » au lendemain de cette catastrophe (voir l'article ci-dessous).

L'éducation et l'égalité des sexes jouent un rôle prépondérant dans la promotion de la durabilité dans toute

société. Après le renversement du gouvernement taliban en Afghanistan à l'aube du nouveau millénaire, le Japon et la JICA ont reconstruit des centaines d'écoles et permis à un nombre considérable de jeunes enfants, notamment des filles ou des enfants défavorisés, de reprendre le chemin de l'école. En Afrique, un projet qui a vu le jour au Kenya s'est étendu à 33 pays avec pour objectif d'améliorer l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire. À l'autre bout du cursus scolaire, la JICA et l'Égypte ont créé l'université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST) qui a l'ambition de devenir l'un des meilleurs centres d'enseignement supérieur dans le monde.

La ruée vers les villes

À TRAVERS LE MONDE, LA CRISE RURALE ET SON cortège de problèmes s'amplifient — crises alimentaires, du logement, de l'approvisionnement en eau salubre, de l'énergie, des transports et de la gestion de véritables « montagnes » de déchets.

Il y a un demi-siècle, 85 % de la population africaine vivait dans des communautés rurales. Aujourd'hui le continent compte plus d'un milliard d'habitants et, d'ici quelques années, les Africains vivront plus nombreux dans des villes ou des zones urbaines que dans des fermes. En 2050, les villes d'Asie de l'Est en pleine croissance représenteront près de 50 % des émissions de gaz à effet de serre de la planète.

En Inde, la JICA a soutenu financièrement la construction de systèmes de transport en commun rapide dans la capitale, Delhi, à Bangalore et Chennai, ainsi que dans d'autres grands centres urbains comme Hanoï, Ho-

Chi-Minh et Bangkok. L'Agence a amélioré l'approvisionnement en eau salubre dans des pays aussi éloignés que la Jordanie, à Amman, le Cambodge et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Dans la plus jeune nation africaine, le Sud-Soudan, au Kenya, dans la capitale du Vietnam, Hanoï, et dans les îles paradisiaques du Pacifique aux rivages bordés de palmiers, divers programmes ont été entrepris pour s'attaquer au problème de ce que les responsables de l'aide appellent les « déchets solides » — construction de nouvelles décharges, mise en place de systèmes de collecte des déchets au niveau municipal, transformation des déchets en compost et introduction des 3R (réduire, réutiliser, recycler).

Chaque année, le Japon invite près de 20 000 ressortissants de pays en développement à participer à quelque 1 300 formations, notamment pour préserver les forêts, les mangroves et les coraux menacés de disparition partout dans le monde. Un programme innovant enseigne comment recycler au mieux les 30 millions de véhicules mis au rebut chaque année.

M. Tanaka, le nouveau président de la JICA, s'est déclaré « enthousiaste et fasciné » par l'utilisation accrue de la science et l'extension de la collaboration entre les scientifiques du Japon et du monde en développement afin de relever certains de ces défis.

Le Brésil et le Japon participent déjà à un projet de 4 millions USD sur quatre ans pour percer les secrets du bassin du fleuve Amazone et répondre ainsi à des questions aussi ardues que la quantité de carbone absorbée par les forêts. L'Amazone est un éco-

système unique et l'un des plus importants du monde et les données collectées permettront aux gouvernements de lutter contre le changement climatique et de protéger la biodiversité. À la pointe méridionale de l'Amérique du Sud, des scientifiques locaux et japonais étudient depuis des années les répercussions de la déchirure de la couche protectrice terrestre, le fameux « trou de la couche d'ozone ». Et de la cordillère des Andes à l'Himalaya, d'autres scientifiques continuent de cartographier l'évolution des glaciers.

Le sommet de Rio était la dernière d'une succession d'initiatives internationales destinées à mieux comprendre et à coordonner une réponse globale à ces défis nouveaux et anciens. Une autre initiative de l'ONU, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), couvre des domaines similaires en fixant huit priorités : éradiquer la pauvreté et la faim, l'éducation primaire universelle, l'égalité des sexes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/sida, assurer un environnement durable, et établir un partenariat mondial.

Les OMD arrivent à échéance en 2015, mais la JICA et le Japon se sont déjà mis à l'œuvre afin d'intégrer les résultats du processus de Rio dans de nouvelles initiatives pour l'après 2015, visant à « éliminer la pauvreté, réduire les inégalités, garantir une croissance profitable pour tous et viabiliser les modes de consommation et de production tout en luttant contre les changements climatiques et en respectant tout l'éventail des autres frontières planétaires », selon l'objectif du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon.

Combattre LES SÉISMES, LES TSUNAMIS, LES INONDATIONS ET LES SÉCHERESSES



L'engagement humanitaire du Japon a commencé relativement modestement lorsque, dans les années 1970, une petite équipe médicale a été envoyée pour venir en aide aux réfugiés cambodgiens.

Dans les décennies qui ont suivi, aider les pays à anticiper les crises, apporter des secours d'urgence immédiatement après les catastrophes puis participer à la reconstruction des communautés et des infrastructures est devenu une composante majeure de l'aide extérieure du Japon.

Au lendemain de la catastrophe naturelle qui a frappé le Japon en 2011, alors que près de 20 000 personnes étaient mortes ou portées disparues, la JICA a déclaré qu'elle appliquera « les leçons tirées » du séisme et du tsunami pour renforcer son aide aux pays du monde entier dans les moments où ils en ont le plus désespérément besoin.

L'ONU estime que près de 200 millions de personnes sont chaque année victimes de séismes, de tsunamis, d'éruptions volcaniques et

de sécheresses graves.

Lorsque les catastrophes frappent à travers le monde, la JICA fournit immédiatement une aide d'urgence, alimentaire et matérielle, telle que des tentes, des couvertures et des générateurs.

Dans le cadre du système japonais de secours d'urgence, l'Agence et d'autres organisations, envoient également des médecins, des infirmières et des secouristes dans certaines des zones les plus sinistrées du globe.

Mais, pour la JICA, le travail de gestion des catastrophes commence souvent bien avant qu'elles ne surviennent. L'Agence a élaboré des systèmes d'alerte précoce dans les pays exposés aux catastrophes, construit des digues contre la montée des eaux, conçu des maisons, des hôpitaux et des écoles résis-

tants aux séismes et sensibilisé des enfants scolarisés, des administrateurs clés, des responsables des secours et du personnel médical.

Son travail au lendemain des catastrophes est tout aussi important.

Lorsque des inondations massives ont balayé certaines régions de la Thaïlande en 2011, la JICA a fourni du matériel de secours. Elle a ensuite envoyé des missions d'étude et des experts pour aider au drainage des eaux et pour protéger ou restaurer les infrastructures de base telles que les services de l'eau, l'aéroport et le métro de Bangkok, en partie construit avec le soutien de la JICA.

En 2005 au Pakistan, au lendemain du séisme qui a tué près de 75 000 personnes, la JICA a envoyé une aide d'urgence, soutenu l'élaboration d'un plan de reconstruc-

tion de la ville de Muzaffarabad, renforcé l'Autorité nationale de gestion des catastrophes et contribué à la reconstruction d'écoles, d'hôpitaux et d'autres bâtiments capables de résister aux séismes.

Au début du millénaire, en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, autre région exposée aux catastrophes naturelles, l'Agence a déployé un plan sur cinq ans pour construire des logements parasismiques destinés aux familles à faibles revenus, après que des catastrophes naturelles aient détruit 12 % des habitations au Salvador.

Pour les seules dix dernières années, les projets réalisés par la JICA ont absorbé un total d'environ 74 milliards JPY sous forme de prêts concessionnels, de dons et de coopération technique, dans quelque

132 pays.

Pour Masato Watanabe, vice-président du département des Affaires générales de la JICA, l'expérience du Japon en matière de séismes s'inscrit dans un processus circulaire de transfert de connaissances qui aidera tant les pays en développement que les pays avancés à faire face aux futures catastrophes.

« Nous avons transmis aux pays en développement les enseignements tirés de la reconstruction du Japon de l'après-guerre. », expliquait-il récemment « Aujourd'hui, nous devons utiliser l'expérience et les connaissances acquises au fil de nos activités dans ces mêmes pays pour reconstruire la région du Tohoku (nord-est du Japon). Puis, à nouveau, nous utiliserons l'expérience tirée de cette reconstruction pour aider les pays en développement. Nous devenons mutuellement dépendants les uns des autres. » ■

Éditeur :

Noriko Suzuki
Bureau des médias et
des relations publiques

Rédacteur :

Raymond Wilkinson

Directeur artistique :

Vincent Winter Associés

JICA'S WORLD
est une publication de la
JICA

Nibancho Center Bldg
5-25, Niban-cho
Chiyoda-ku
Tokyo 102-8012 JAPON

TÉLÉPHONE :
+81-3-5226-6660-3
FAX : +81-3-5226-6396
INTERNET :
<http://www.jica.go.jp>

Contactez-nous :

jicagap-opinion@jica.go.jp



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est le plus grand organisme bilatéral de développement du monde, opérant dans quelque 150 pays pour aider les personnes les plus vulnérables de la planète.